

Légation de Suisse

en
France

28



Paris, le 16 Février 1891

Monsieur le Conseiller fédéral

Je viens de déjeuner, chez l'ambassadeur d'Angleterre, avec le Président de la Commission d'enquête nommée à Londres pour étudier la situation commerciale & industrielle faite à la Grande Bretagne par l'échec de la plupart des traités de commerce européens, et pour étudier les mesures éventuelles à prendre en vue de cette situation; M^r Mandella a été ministre du Commerce et appartient au parti radical. — L'impression que j'ai rapportée de mon tête à tête de plus d'une heure avec M^r Mandella est la suivante:

1° L'Angleterre voit sans émotion la France de lancer dans le protectionnisme. Ses exportations en France représentent peut-être la centième partie des exportations totales de la Grande Bretagne. Si la France est assez maladroite pour renchérir à plaisir la vie de ses patrons & de ses ouvriers, les États qui seront assez

Monsieur
Monsieur Drey, Conseiller fédéral
Berne



intelligents pour ne pas renchévri chez eux les conditions générales de l'existence prendront apes rapidement, dans le monde entier, la place que la France se sera maladroitement cherevée elle-même. — Or cette place est beaucoup plus grande que l'exportation de ces Etats à destination de la France (1900 millions contre 550)

2° L'Angleterre n'usera pas de représailles, ou tout au moins, di, ce qui est fort improbable, elle le fera, ce sera seulement sur certains vins & peut être sur certains espèces de soieries exclusivement lyonnaises (brochés, velours). C'est tout ce qu'il ya de plus invraisemblable qu'en face ces représailles partielles.

3° L'Angleterre verrait avec plaisir la Russie, la Belgique & l'Allemagne combiner avec habileté leurs tarifs de manière à faire sentir à la France l'absurdité de sa conduite, et notamment adopter des droits ad valorem sur les lainages (Je ne m'explique pas trop comment le n° 3 peut se concilier avec le n° 1 ci dessus, à moins qu'on ne desire à donner voir les trois Etats industriels du continent renchévris, sous prétexte de représailles contre la France, les conditions de leur existence; m'importe

semble avoir montré ici le bout de l'oreille).

Samedi soir (avant-hier) j'ai rencontré M^r Meline chez notre compatriote vaudois M^r Darbey, ministre de la Marine et lui ai demandé une liste des décisions prises par le Comitee du tarif general des Douanes; il me l'a promise. Nous avons ensuite parle de la situation franco-suisse; j'ai dit jadis apres l'ee avec M^r Meline, allais dejeuner chez lui en famille & le gardais a diner chez moi quand nous avions a traiter des affaires de phylloxera savoyard ou genevois a l'epoque ou il etait ministre de l'Agriculture; M^r Meline est absolument honorable dans sa vie privee, simple, aimable, mais je ne l'ai jamais trouve "a fort" et ne puis m'expliquer l'autorite dont il jouit en matiere douaniere. Il a evidemment beneficie d'un courant, qui s'est incorpore dans sa personne parce qu'il n'admet aucune transaction & que son esprit simpliste va droit au but, sans se soucier & probablement sans se rendre compte des obstacles. M^r Meline m'a soutenu avec calme, douceur, bonte, qu'on s'etait trompe en 1882 pour le droit des boudins; que pour les montres, le rapporteur M^r Berger avait qu'on etait ultra modere dans les propositions de la douane-commission; que pour les fromages, on reciproquait dans l'Est a remplacer les envois

suifs & hollandais; que pour les soieries il n'y avait aucun motif de ne pas les
 protéger dans la même proportion que toutes les autres industries; et que, si le
 marché suiffe avait une importance, c'était un infiniment petit en comparaison
 du marché intérieur français. Je lui ai demandé comment il comptait remplir
 le travail français actuellement occupé à produire les cent millions de produits
 manufacturés français vendus chaque année en Suiffe, & pourquoi il avait l'intention
 de faire cadeau de ces cent millions à d'autres, aux anglais, Belges & allemands
 pour les produits manufacturés, aux Hongrois & aux Nègres par le vis; il
 a répondu en haussant les épaules & en levant les bras, voulant donner à
 entendre que c'était un infiniment petit, une mesquinerie en présence
 du grand but à atteindre, qui est de réserver la France aux Français. —
 Ce qu'il y a de pire, c'est que M. Miline, j'en jurerais, est absolument
 sincère & croit réellement ces énormités; c'est décidément un fanatique,
 borné, inintelligent, doux et bête comme un mouton. Je vous demande
 pardon de ces expressions peu diplomatiques, mais je n'en trouve pas d'autres pour
 expliquer ma pensée; une photographie de M. Miline commenterait encore
 mieux ma pensée; il a tout à fait le profil de ce qu'il est.

Des amis de Frank - Comé qui ont défendu hier avec M^r Villet
 affirmant que ce dernier s'agit beaucoup contre nous & de plainte de
 nous remonter fortant au face de lui, dans le gouvernement & auprès des
 meneurs parlementaires. Tant mieux.

M^r Melin a eu huit jours d'influenza; cela a retardé d'autant son
 rapport. On s'attend néanmoins toujours, et c'est l'opinion de M^r Melin
 lui-même, à ce que le débat s'ouvre à la Chambre dans la première semaine
 de Mars.

Après, Monsieur le Conseil fédéral, les assurances de ma haute
 considération.

Kerley
 +